



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

ARRÊTÉ

BRE/Section procédures environnementales

Arrêté préfectoral de mise en demeure

PAPREC PLASTIQUES

ZA LA LOYERE RN 6

71530 Fragnes-La Loyère

Siret : 950 334 458 00235

DCL-BRENV-2025-120-1

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

Chevalier de la légion d'honneur

Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6 à 8, L.172-1 et suivants, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 98-0782-D2B du 27 février 1998 autorisant la S.A. MATIERES PLASTIQUES de BOURGOGNE (renommé PAPREC PLASTIQUES depuis mai 2013) à exploiter une unité de traitement de matières plastiques usagées sur le territoire de la commune de LA LOYERE ;

Vu l'arrêté préfectoral n° D2B4-01-2067 du 14 juin 2011 modifiant les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n° 98-0782-D2B du 27 février 1998 susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DCL-BRENV-2024-323-1 du 18 novembre 2024 autorisant la société PAPREC PLASTIQUES SAS à étendre ses capacités de traitement et de stockage de déchets et matières plastiques dans l'établissement qu'elle exploite dans la ZA la Loyère sur le territoire de la commune de Fragnes-La Loyère.

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées établi suite à la visite d'inspection du 4 décembre 2024 transmis à l'exploitant par courrier du 21 mars 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté transmis le 21 mars 2025 à l'exploitant en application de l'article L.171-6 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté précité ;

Considérant que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose que « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

Considérant que l'article 6.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 novembre 2024 susvisé stipule :

- « Les zones stockages sont organisées conformément au plan et à la liste des stockages figurant en annexe 4 du présent arrêté. Hormis les bennes 42 et 43, les stockages extérieurs seront maintenus à plus de 10 m des bâtiments» ;

Considérant que lors de la visite d'inspection effectuée le 4 décembre 2024, l'inspecteur des installations classées pour l'environnement a constaté les faits non conformes suivants :

- l'organisation des stockages n'était pas conforme au plan des stockages du dossier de demande d'autorisation repris à l'annexe 4 de l'arrêté d'autorisation. Notamment, environ 2300 big-bags, soit environ 1900 tonnes de matière plastique étaient entreposés sur environ 7 000 m² dans le secteur nord-ouest, secteur qui devait accueillir les îlots 7 et 8 sur 1 400 m²,
- certains stockages extérieurs étaient situés à moins de 10 mètres des bâtiments.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 6.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 novembre 2024 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société PAPREC PLASTIQUES SAS de respecter les prescriptions de l'article 6.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 novembre 2024 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1 :

La société PAPREC PLASTIQUES SAS, exploitant une installation de traitement et de stockage de déchets et matières plastiques dans son établissement situé dans la ZA la Loyère sur le territoire de la commune de Fragnes-La Loyère, est mise en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois, les prescriptions de l'article 6.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 novembre 2024 susvisé, en :

- organisant les stockages de déchets et de matières plastiques conformément au plan des stockages du dossier de demande d'autorisation repris à l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 novembre 2024 susvisé,
- maintenant les stockages extérieurs à plus de 10 mètres des bâtiments.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 :

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Notification et publicité

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société PAPREC PLASTIQUES SAS.

Article 4 : Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, monsieur le sous-préfet de Chalon-sur-Saône, monsieur le maire de Fragnes-La Loyère monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont copie leur est faite.

Fait à Mâcon, le 30 AVR. 2025

Le préfet,

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire


Agnès CHAVANON

2014 174 102

Pour le projet,
la recherche générale de la
préfecture de Sône-et-Lône

André CHAVANON

Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

